

Le XVIII^e siècle et la naissance des idéologies

par J.J. CHEVALLIER,

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris (1).

★

A l'époque actuelle, on estime en général que l'action politique a pour « support nécessaire » une idéologie (au sens courant, non au sens marxiste), c'est-à-dire un système cohérent ou organisation d'idées, de représentations intellectuelles susceptibles de déterminer dans une certaine orientation le comportement humain. C'est ce que Raymond Aron, maître à penser s'il en fut en science politique, développera devant vous, à titre de conclusion, dans la dernière des conférences de ce beau programme de l'Institut Belge.

Une telle conception est relativement neuve. Si je me réfère par exemple à l'Ancien Régime français, non contaminé encore par l'esprit de la philosophie des Lumières, je crois constater que la politique s'y concevait couramment comme une activité empirique, réservée aux hommes de l'art, j'entends à ceux qui, appelés par le Roi « aux affaires », réglaient sous l'autorité du Roi « les affaires ». Sans doute un système implicite de « valeurs » inspirait-il, sous-tendait-il en quelque sorte cette activité, mais il était d'ordre religieux : en l'espèce, c'était l'orthodoxie catholique. C'est ainsi que, désireux de justifier, d'exalter les institutions existantes, Bossuet composait à l'usage du Dauphin de France une *Politique tirée... de l'Écriture Sainte*.

Mais dix ans plus tard, en 1690, paraissait à Londres *l'Essai sur le gouvernement civil* dû à l'Anglais John Locke, soucieux à la fois de condamner le roi Stuart renversé par la Révolution de 1688 et de justifier les nouveaux souverains : Guillaume d'Orange et Mary. Locke était l'anti-Bossuet, l'adversaire farouche de l'absolutisme monarchique et du droit divin royal, en même temps que la « figure de proue » de cette *crise de la conscience européenne* à laquelle Paul Hazard a, de nos jours, consacré un livre classique en l'inscrivant

entre les deux dates : 1680-1715. A la charnière des deux siècles, Locke, ce théoricien considérable, proposait et diffusait, sous couleur de théorie pure, une idéologie politique caractérisée, en liaison étroite d'ailleurs avec l'idéologie philosophique de son *Essai sur l'entendement humain*. Il entendait fonder sur les exigences de la nature et de la raison, et nullement sur celles d'une religion établie — bien qu'il fût personnellement bon chrétien, protestant convaincu —, la légitimité des institutions politiques.

Voici quelles étaient les grandes lignes de cette mémorable idéologie politique.

La raison naturelle, indépendamment de tout état de société, enseignait aux hommes certaines idées de moralité et de justice dites « lois de nature », vérités évidentes par elles-mêmes, vérités éternelles qui fondaient les « droits naturels et inaliénables » des individus. La constitution de la société politique avait pour origine le consentement de ces individus, soit une sorte de « contrat » originel, faute duquel n'existait aucune autorité légitime. Cette constitution n'avait eu pour but que de mieux assurer et garantir l'application des lois de nature, ainsi que la jouissance des droits naturels (au premier chef la liberté et la propriété), moyennant un minimum de sacrifices de la part des individus, devenus citoyens. Contre le pouvoir social qui se risquerait à méconnaître cette finalité, à violer ces lois de nature et ces droits inaliénables, l'insurrection était légitime... Dans cet ensemble de propositions, l'ingénieux, l'ambigu et conciliant Locke mariait des éléments disparates, empruntés tant à la tradition stoïcienne et chrétienne doctrinée par

(1) Communication faite le 22 octobre 1958.

Saint Thomas qu'à l'individualisme de son compatriote Hobbes, l'impie Thomas Hobbes, auteur du fameux *Léviathan* (Londres, 1651).

C'est par cette idéologie que, presque mot pour mot, les Treize Colonies d'Amérique ont justifié, dans la Déclaration d'Indépendance de 1776, leur insurrection contre l'Angleterre. Sur le continent, au premier chef en France, la philosophie des Lumières, qui reste l'héritage intellectuel capital du dix-huitième siècle a emprunté à ce même Locke ses bases de départ — quitte à aller plus loin mais dans le même sens que l'auteur de l'*Essai sur l'Entendement humain* et de l'*Essai sur le gouvernement civil*.

Cette philosophie des Lumières peut se résumer par cinq maîtres-mots qui, tout juste balbutiés, timidement suggérés au temps de la crise de la conscience européenne, étaient maintenant (aux années 1770) proclamés ouvertement avec l'accent des certitudes, agressivement claironnées. Écoutez-les : *Individu, Raison, Nature, Bonheur, Progrès*. Cela tout à la fois dominait, englobait et conditionnait la politique ainsi que les problèmes économiques et sociaux. « Les Lumières », c'étaient moins une philosophie au sens propre, impliquant la recherche désintéressée de la vérité, qu'une idéologie générale, ambitieuse de modifier dans des domaines variés le comportement humain. Et, dans ce contexte général, ont proliféré les idéologies proprement politiques qui devaient déboucher dans la Révolution française, se confronter et s'entre-dévorer pendant le cours de cette Révolution.

Je songe à l'idéologie des « contre-forces » ou « contre-pouvoir » (« le pouvoir arrête le pouvoir ») de Montesquieu dans l'*Esprit des lois* ; à celle de la « Volonté Générale » de Rousseau dans le *Contrat Social* (d'où le dogme de la Souveraineté du *Peuple*, consacré et manipulé par les Jacobins) ; à celle de la Souveraineté de la *Nation*, si savamment, subtilement élaborée par Sieyès au profit des représentants élus de la Nation (incarnée par le seul Tiers-Etat). Je n'ai garde d'oublier l'idéologie politico-économique des Physiocrates, qualifiée « despotisme légal » ; c'était une curieuse variante de ce *despotisme éclairé* (par les Lumières) qui fut l'une des grandes tentations idéologiques du dix-huitième siècle ; Bonaparte, général mais membre de l'Institut, « philosophe botté », n'a-t-il pas dû une part de son succès, lors de Brumaire et du Consulat, à cette tentation-là, réveillé après dix ans de Révo-

lution tumultueuse ? Je signale encore l'idéologie *utilitaire* dont Jérémie Bentham jetait les bases dès 1789 et qui était destinée à s'épanouir, à la fois juridique, économique et politique, dans l'Angleterre du premier tiers du siècle suivant, sous le nom de *Radicalisme* (principe du plus grand bonheur, du plus grand nombre, soit le maximum « d'utilité »).

Enfin comment négligerai-je l'idéologie à sa façon la plus symptomatique de toutes : l'idéologie *contre-révolutionnaire* (ou *traditionaliste* ou *conservatrice*), née en pleine Révolution du spectacle même de celle-ci ? C'est l'Anglais Burke avec les célèbres *Réflexions sur la Révolution*, de 1790 ; c'est Joseph de Maistre avec les non moins célèbres *Considérations sur la France*, de 1797 ; c'est Louis de Bonald avec l'austère *Théorie du Pouvoir civil et religieux*, de 1796. Rien de plus symptomatique, en effet, et voici en quoi. Pour lutter efficacement contre l'idéologie des Lumières et de la Révolution, ni Burke, cet adorateur du concret, de l'empirisme, du traditionnel, des libertés historiques contre la Liberté « métaphysique », ni Maistre et Bonald, ces catholiques ardents à l'égal d'un Bossuet, n'ont pu se limiter à une critique purement empirique des institutions et des excès de l'ennemi — critique assortie d'anathèmes véhéments au nom de la religion bafouée. Il leur a fallu bâtir de toutes pièces (Burke, presque malgré lui, Maistre et surtout Bonald avec préméditation et système), une *contre-idéologie*, une idéologie qui fût le contraire de celle des Lumières et de la Révolution. Tant le pli « idéologique » était pris désormais de Locke à Sieyès en passant par Rousseau... !

Le XIX^e siècle, nécessairement, a hérité ce pli de son prédécesseur. Il a mis au point les grandes idéologies politiques dont la confrontation, pacifique ou armée, devait dominer les luttes pour le mieux-être humain et pour la puissance au cours de ce siècle-ci : je veux dire l'idéologie démocratique-libérale ou *démo-libéralisme*, les idéologies *socialistes*, les idéologies *nationalistes*. Faute de pouvoir dans le faible temps dont je dispose dresser un inventaire idéologique complet d'un siècle aussi riche, j'essaierai du moins d'extraire pour vous l'essence... de l'essentiel !

Le démo-libéralisme.

Procédant d'une longue élaboration historique, riche en lettres de noblesse à la fois anglaises, amé-

ricaines et françaises, pouvant se réclamer d'une impressionnante lignée intellectuelle — de Locke à Benjamin Constant, Tocqueville, et Stuart Mill, en passant par Montesquieu, Rousseau, Jefferson, Kant, Sieyès et Bentham — l'idéologie démo-libérale paraissait, aux années 1900, émerger en triomphatrice des luttes complexes du dix-neuvième siècle. Cependant d'ores et déjà, amis et ennemis n'avaient pas manqué d'y déceler certaines contradictions internes.

La signification intrinsèque de l'idéologie en question, que je vais m'efforcer de dégager avec le minimum de phrases est bien plus complexe qu'on ne le croit en général.

Démocratie, c'est « identification maxima des gouvernants aux gouvernés », a-t-on dit (G. Vedel). C'est bien cela. Le Pouvoir ne saurait avoir d'autre source que la volonté des individus gouvernés. En obéissant au Pouvoir, chacun n'obéit qu'à lui-même ; chacun affirme son autonomie, à l'exclusion de toute « hétéronomie ». Chacun est à la fois membre du souverain et sujet, gouvernant et gouverné : tel est le « dédoublement démocratique ». Gouvernement *du* peuple *par* le peuple, puisque la souveraineté appartient à l'ensemble des individus composant le corps politique ou *peuple* (en grec : *dèmos*) ; et cela implique un minimum de *participation* active, directe ou indirecte, de chacun au Pouvoir. Gouvernement *pour* le peuple, en ce sens que le Pouvoir ne peut tendre qu'au bien du peuple et cela implique que le peuple possède des moyens sérieux de vérifier la conformité des actes du Pouvoir à son but et de sanctionner éventuellement leur non-conformité.

La démocratie ou pouvoir du *dèmos* s'assortit donc inséparablement de *liberté*, qualifiée de *politique*, dans la mesure de la participation de chacun au Pouvoir et du contrôle du Pouvoir par chacun : participation et contrôle qui supposent libre discussion, libre opposition, libre dialogue entre majorité et minorités. L'élément libéral s'accroît lorsque des droits inaliénables sont reconnus à l'individu en tant que « homme » (distinct du « citoyen ») : droits de l'homme ou droits individuels, opposables au corps politique lui-même, au peuple souverain lui-même — liberté « personnelle ». L'accentuation libérale est encore plus forte lorsque sur la liberté politique et les droits individuels, la liberté personnelle, vient se greffer la liberté *économique*. Celle-ci entendue sous la double forme suivante : liberté

absolue de la propriété privée d'une part, liberté d'autre part de contracter selon les seules lois de l'offre et de la demande. Alors l'homme (à condition de posséder ou d'acquérir un minimum de propriété) se gouverne lui-même sur le plan économique comme sur le plan politique, « nul impératif externe ne l'opprime » (J. Marchal). C'est l'autonomie sur tous les plans.

Nous reconnaissons en tout ceci, sous-jacente, la philosophie individualiste et rationaliste des Lumières dans sa version la plus ouverte. L'état est conçu comme la création consciente et volontaire des individus, lesquels le peuvent modifier à leur gré, c'est-à-dire au gré de leur raison orientée vers la poursuite du bonheur. Chaque individu est conçu en tant que tel, non pas en tant que membre d'un groupe quelconque (familial, professionnel ou tout autre). Chaque individu comptant pour un et ne comptant que pour un, égal et semblable à tout autre individu pour l'essentiel, participe à la chose publique côte à côte avec ses égaux et semblables, sans fusion « organique ». Chacun participe à titre de citoyen conscient, guidé par sa raison. Par sa raison, par la « partie libre » de lui-même, non point par son instinct, non point par sa « partie fatale », c'est-à-dire soumise à des déterminismes de race, de classe, de tradition. Et tout ceci commande les institutions correspondantes. Des procédures rationnelles de discussion, d'entente et d'élection sont substituées aux hasards de l'hérédité comme aux hasards de la violence, à l'effet de dégager, d'extraire des inévitables divergences de vues et d'intérêts, une orientation dominante ainsi que de désigner les chefs responsables de la mise en œuvre de cette orientation. Si bien que l'absolu ou l'absolutisme des positions intellectuelles et des revendications matérielles fait place au relatif ou au relativisme de certaines règles du jeu acceptées, par raison, d'un commun accord. Ainsi de la règle du jeu : alternance majorité — minorité, gouvernement — opposition. C'est là ce qu'on appelle le *compromis* démo-libéral.

Ce qui est vrai dans l'ordre interne l'est aussi dans l'ordre international, dans les rapports entre Etats. L'idéologie démo-libérale s'est affirmée de plus en plus nettement, au cours du dernier siècle, nationalitaire (non pas nationaliste), universaliste, humanitaire — fidèle encore ici à l'esprit des Lumières, l'esprit — pour parler en termes bergsoniens — de la société « ouverte ».

N'est légitimement constitué, à ses yeux, que l'État qui a pour base et contenu une nation ou nationalité : l'existence d'une nation ou nationalité découlant moins de facteurs « objectifs » tels que la race, la langue, les frontières naturelles, l'histoire que d'un élément strictement « subjectif », à savoir : la claire conscience et la libre volonté en chacun des individus concernés de faire partie de cette nation ou nationalité. Et nul doute que la vocation de ces divers États nationaux, tous égaux vis-à-vis de la morale et de la loi internationales, ne soit de s'agréger sans arrière-pensée à une société universelle, toute volontaire, de membres égaux et libres réglant leurs conflits éventuels par des procédures pacifiques. Qu'est-ce cela, sinon le compromis démo-libéral transposé ou prolongé, du cadre interne au cadre international, agrandi de l'échelle de l'État à l'échelle de l'Humanité !

La simplicité, la clarté et l'ampleur des lignes de cet édifice idéologique ont frappé d'admiration des générations successives de bons esprits partout dans le monde. L'édifice combinait harmonieusement, semblait-il, des matériaux spécifiquement démocratiques et des matériaux spécifiquement libéraux. Cependant la combinaison, le mariage à première vue si heureux et fécond, recélaient certains germes de dissociation, de divorce.

La démocratie, livrée à ses instincts propres (analysés de façon décisive par Tocqueville dans son célèbre ouvrage sur l'Amérique), risquait d'écraser l'individu autonome sous le poids de la volonté collective, du nombre, plus sensible au passionnel qu'au rationnel, de la majorité impatiente de toute opposition. La logique sans frein de l'égalité menaçait la liberté. La réduction des volontés individuelles à l'unité d'un Tout indifférencié favorisait le développement d'un despotisme centralisateur hostile aux diversités intellectuelles et locales, volontiers méprisant des droits individuels. Elle menait soit au jacobinisme et à sa prétendue démocratie « absolue », soit au bonapartisme, au césarisme. Pour ces raisons, certains penseurs libéraux marquaient à la démocratie une méfiance croissante vers la fin du siècle, et se repliaient vers un conservatisme fortement inspiré des idées de Burke.

En sens inverse, le libéralisme, livré à la stricte logique de son individualisme négatif, aboutissait à vider de substance la démocratie en tant que pouvoir du plus grand nombre pour le bien du plus grand nombre, à réduire la démocratie à une simple

forme juridique. L'individu souverain du libéralisme classique réclamait en effet du Pouvoir son abstention et non son action (en dehors des fonctions étatiques incontestées : police, justice, finances, défense nationale, diplomatie). Contre quoi, certains penseurs, soucieux d'adapter le libéralisme aux exigences authentiques de la démocratie, protestaient au nom d'un individualisme élargi et positif. C'étaient un Renouvier en France (la *Science de la Morale*, 1863); c'était un T.H. Green en Angleterre (voir sa conférence d'Oxford en 1880 sur la liberté des contrats). Tous deux étaient néo-kantiens; tous deux mettaient l'accent sur le libre et plein épanouissement moral de l'individu. Mais ils assignaient à l'État le devoir de créer systématiquement (bien loin de « laisser faire »), les conditions extérieures de cet épanouissement, ce qui impliquait une action de l'État contre un mauvais environnement social, fauteur d'ignorance, de maladie, de logements insalubres — tous obstacles au libre exercice des facultés individuelles. De même l'État avait le devoir d'empêcher les abus de la propriété privée, de l'inégalité économique, de la liberté des contrats, car si toutes ces institutions étaient justifiables en tant qu'elles permettaient aux individus de se réaliser, elles cessaient de l'être quand leurs abus faisaient obstacle à l'épanouissement de catégories entières d'individus et créaient des monopoles pour des privilégiés.

Cette idéologie révisée, qui devait laisser des traces profondes dans la conscience anglaise, était-ce encore du démo-libéralisme? N'était-ce pas déjà du socialisme, du socialisme démocratique ou démocratisme? Ce n'est sans doute pas sans fondement que le Travailisme anglais s'est réclamé de T.H. Green et des « idéalistes d'Oxford ».

Je n'ai pas à trancher cette question. Mon propos m'amène à dénombrer et expliquer les principales idéologies dites *socialistes*, précisément, du dix-neuvième siècle.

*
**

Socialisme, ce mot apparut historiquement, en Angleterre et en France, au cours des années 1830, par opposition à *individualisme*. Entendons, pour éviter tout contre-sens, *individualisme économique*, c'est-à-dire le système de production et de répartition des richesses fondé sur la propriété privée, le mobile du profit personnel, la libre concurrence ou libre jeu de la loi « naturelle » de l'offre et de la

demande. De cet individualisme économique, autrement dit libéralisme, qui se réclame d'un ordre naturel et rationnel supposé évident, les tenants d'un système *social* ou socialistes font le procès au nom de l'ordre véritable. Ils sont hantés par le spectacle des relations entre les détenteurs privés du capital ou *capitalistes* et le *prolétariat*, la nouvelle classe sociale atrocement dépourvue et désarmée, issue de l'essor de la grande industrie, ou révolution du machinisme. Ils sont hantés par le spectacle des crises de surproduction ou de « pléthore » qu'ils attribuent à l'anarchie de la production capitaliste. Ils conçoivent une organisation *rationnelle* de l'économie où l'action concertée de la collectivité remplacera les initiatives incohérentes des individus. C'est Robert Owen en Angleterre et ses disciples. Ce sont en France les Saint-Simoniens.

Owen, grand patron philanthrope, dépense une fortune mais ne perd pas sa foi dans le « nouveau système social » et le « nouveau monde moral » (selon ses expressions) à travers plusieurs expériences, qui visaient toutes à créer un milieu plus propice que le milieu capitaliste à l'épanouissement des facultés individuelles. Car Owen croit à la toute-puissance du milieu, de l'environnement social sur la nature humaine, malléable à merci. Un système rationnel d'éducation peut donc former les caractères à l'organisation rationnelle de la production et de la répartition dans des « communautés de travail » d'où l'achat et la vente auront disparu, où chacun recevra pour commencer *selon ses services*, puis *selon ses besoins* au stade de l'égalité parfaite.

Les Saint-Simoniens proposent leur « monde nouveau », eux aussi ; en est exclue la propriété par droit d'héritage au profit de la propriété par droit de capacité ; une « institution sociale » y est dépositaire de tous les instruments de la production à la place des propriétaires et capitalistes incompetents ; elle dirige cette production selon une vue d'ensemble des besoins et des moyens ; elle la met en harmonie avec la consommation et elle confie les instruments de travail aux industriels les plus dignes, « à chacun selon sa capacité », étant entendu que chaque capacité recevra « selon ses œuvres ». Rémunération *inégalitaire*, par principe et non provisoirement comme chez Owen. Car le principe d'émulation règne sur l'univers saint-simonien rationnellement exploité par les hommes associés (on connaît la définition antithétique que les

Saint-Simoniens donnaient de leur système social, articulé à leur philosophie de l'histoire et à leur religion panthéiste à l'allemande : « L'exploitation de l'homme par l'homme, voilà l'état des relations humaines dans le passé ; l'exploitation de la nature par l'homme associé à l'homme, tel est le tableau que présente l'avenir »).

Dans cette vue cavalière, je puis me permettre de négliger Fourier, Considérant, Pecqueur, Blanqui, Louis Blanc, Cabet l'utopiste icarien. Nous sommes en possession par l'Owenisme, assez simpliste, et par le Saint-Simonisme, si magnifiquement riche, des clefs principales qui ouvrent le vaste et complexe domaine du socialisme au siècle précédent. Nous percevons la filiation très nette avec le *rationalisme* des Lumières (comme dans le cas du *démolibéralisme*, mais par des cheminements fort différents). Nous constatons la part dévorante prise par l'économie politique, jusque là science de spécialistes et faisant route avec le libéralisme : L'économie politique ainsi vulgarisée et remise en question par des profanes audacieux — le cas d'un Proudhon, autodidacte intrépide, dans les années 1840, est symptomatique — prétend se substituer à la politique et les problèmes de *la liberté par rapport à l'Économique* (bien différente de la « liberté économique » selon la conception libérale), sont substitués à ceux de *la liberté par rapport au Pouvoir*. Nous sommes frappés enfin par la tentation d'insérer la protestation sociale et les aspirations sociales toutes neuves dans une évolution historique, présentée comme *inévitabile*, en vertu d'un acte de foi implicite qui évoque l'attitude religieuse : il faut parler ici non d'histoire véritable mais de *philosophie de l'histoire*, et reconnaître l'inspiration de Condorcet — la philosophie du progrès — recueillie et transmuée, parfois vertigineusement, *simon* radicalement déviée, par le dix-neuvième siècle.

Ces observations nous aideront à situer, je l'espère, les principales idéologies socialistes et apparentées du siècle en question. Et pour commencer : *le Marxisme*.

Il se veut, orgueilleusement, « scientifique ». Il entend se séparer radicalement de tout utopisme réformateur et présenter ses propositions théoriques comme « l'expression globale d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui évolue de lui-même sous nos yeux ». Au vrai, il combine avec une rare maîtrise trois éléments profondément disparates : la philosophie dialectique,

retournée, de Hegel, l'économie politique classique ou « école anglaise », et les divers socialismes français, des Saint-Simoniens à Proudhon, en révolte contre cette école anglaise.

Telle qu'elle apparaît à sa naissance dans le fameux *Manifeste Communiste* de 1848, œuvre commune de Marx et d'Engels, l'idéologie marxiste consiste en une organisation rigoureusement articulée, en vue de l'action, des quatre idées suivantes :

a) *Première idée* : A chaque époque historique correspond un mode de production donné, d'où résulte nécessairement une structure sociale donnée, laquelle produit nécessairement certaines façons de penser, certains sentiments, certaines institutions juridiques et politiques. Car il n'y a qu'une seule réalité objective, existant indépendamment de la volonté de l'homme, c'est la vie matérielle de la société ; la vie spirituelle, religieuse, morale, intellectuelle, politique, n'est qu'un reflet de cette unique réalité objective. Le mode de production matérielle des richesses constitue en ce sens l'*infrastructure* sur laquelle est bâtie toute la *superstructure* religieuse, morale, philosophique, ou « idéologique » juridique, politique. Tel est le sens de ce qu'on appelle le *matérialisme historique*, idée première, fondamentale et maîtresse de tout le système.

Mais il faut bien voir que le matérialisme historique n'est lui-même que l'application à l'histoire de la société humaine d'une philosophie générale appelée le *matérialisme dialectique*, valable pour la nature aussi bien que pour l'homme, et issue par retournement de l'*idéisme dialectique* de Hegel. Marx parle Matière et monde matériel là où Hegel parlait Idées et Monde de l'Esprit, mais pour Marx comme pour Hegel, le rythme de toute réalité est dialectique, c'est-à-dire qu'elle passe « par un changement ininterrompu de devenir et de dépérissement, où finalement... un développement progressif finit par se faire jour (Engels) ». Ce rythme est ternaire : *thèse, antithèse, synthèse*.

b) *Deuxième idée* : Toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de *luttres des classes*, qui sont exactement parallèles à la succession des modes de production. Il y a toujours une classe dominante, et les classes dominées, une classe exploitante et des classes exploitées et toujours lutte entre ces deux catégories. Mais la classe dominante change lorsque le mode de production des richesses

change ; ainsi est-on passé de la société féodale à la société *bourgeoise* ou *capitaliste* quand la *manufacture*, puis *l'usine* de la grande industrie moderne ont remplacé *l'atelier* artisanal. Parallèlement, la classe capitaliste ou *bourgeoisie* a remplacé et rejeté à l'arrière-plan les artisans et petits-bourgeois, c'est-à-dire, les classes transmises par l'âge féodal. Ce fut là une révolution économique, accompagnée automatiquement d'une révolution politique, puisque la politique, dans l'idéologie marxiste, n'est jamais que le reflet de l'économie (1). « Le gouvernement moderne, lit-on dans le *Manifeste*, n'est qu'un « Comité administratif des affaires communes de la classe bourgeoise ».

c) *Troisième idée* : Voici que le capitalisme ou bourgeoisie, qui avait débordé la féodalité et l'artisanat, est à son tour débordé par la révolte des forces productives qu'il a créées ; révolte contre le régime, devenu trop étroit, de la propriété privée des moyens de production. Ce régime produit toutes choses en abondance, en trop par rapport au système vicieux de répartition. De là, les crises de *surproduction*, de pléthore ». Et de crises de pléthore en crises de pléthore, le capitalisme prépare automatiquement sa chute. Le capitalisme non seulement a forgé les armes techniques (vapeur, électricité, etc.) qui ont assuré sa victoire contre la féodalité, mais il a forgé aussi les hommes, appelés *prolétaires*, qui manieront un jour au profit du prolétariat ces armes techniques. Ces armes, qui servirent à la victoire du capitalisme dans le passé, sont appelées à devenir, dans le futur, le sûr moyen de la défaite capitaliste. Défaite d'autant plus certaine que désormais les prolétaires, grâce aux progrès des moyens de communication (les premiers chemins de fer, datent de 1848 environ), peuvent s'unir dans le monde entier. Sans oublier que, par un mécanisme fatal, le salaire des prolétaires s'abaisse constamment, tandis que le profit se concentre en un nombre de mains toujours plus restreint. Ainsi, devient inévitable la chute de la bourgeoisie capitaliste qui ne peut même plus assurer à ses esclaves une vie d'esclaves suffisamment nourris pour pouvoir travailler, une vie à l'abri du chômage mortel. La bourgeoisie « produit ses propres fossoyeurs », ces prolétaires dont la victoire finale est inévitable en tant que nouvelle étape de la lutte

(1) De même que les idées, on le sait — d'où précisément le sens marxiste du mot *Idéologie* : système d'idées qui reflète les intérêts matériels de la classe dominante.

des classes : aussi *inévitabile* que le fut la victoire de la bourgeoisie sur les anciennes formes de production et sur les classes qui leur correspondaient.

d) *Quatrième et dernière idée*. Mais cette nouvelle étape de la lutte des classes sera *nécessairement la dernière*. Car le prolétariat, couche inférieure de la société actuelle, ne peut se redresser sans faire sauter toutes les couches superposées. Il ne peut se libérer sans libérer *nécessairement* en même temps et pour toujours la société toute entière. Vainqueur du capitalisme, que fera le prolétariat ? Il exercera à son tour la *dictature*, que le capitalisme précédemment exerçait sur lui. Cette « dictature du prolétariat » permettra de substituer *l'appropriation collective des moyens de production* à leur ancienne appropriation *privée* par les capitalistes. Le prolétariat possèdera *en commun* le sol, et le sous-sol, les outils, les machines, les usines, les matières premières. Cela fait, la lutte des classes n'aura plus de sens. La puissance même du prolétariat en tant que *classe* organisant le pouvoir à son profit n'aura plus de sens ; la division même de la société en classes antagonistes sera périmée. Enfin, l'existence même de l'État, force organisée à l'effet d'assurer le maintien de cette division en classes, n'aura plus de raison d'être ; l'État disparaîtra, devenu inutile dans « une association où le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous ». « Le gouvernement des personnes » fera place à « l'administration des choses » et à la direction de la production. Ce sera la fin de toutes les *aliénations* (*Entfremdung*) qui, dans la société capitaliste, arrachaient l'homme à lui-même, le rendaient étranger à lui-même, notamment au travail de ses propres mains. Nous serons parvenus au stade terminal du processus dialectique, à la *synthèse* progressive et réconciliatrice. L'humanité aura fait le saut du règne de la *nécessité* dans celui de la *liberté*. C'est dire que les hommes feront désormais leur propre histoire en sachant qu'ils la font. Ils prendront désormais sous leur contrôle les forces objectives, impersonnelles qui jusqu'ici ont dirigé l'histoire. Pour réaliser et exploiter ce processus, l'union des prolétaires est indispensable.

« *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* » tel est le cri fameux qui termine le *Manifeste communiste*, et qui suscitera plus tard les *Internationales ouvrières* successives (2).

Nous ne pouvons insister dans cet exposé sur la propagation de l'idéologie marxiste sur la crise dite du revisionnisme aux années 1890 et sur les *querelles* amères d'orientation d'où allait surgir Lénine (qui a vingt-trois ans en 1893, et entend et entendra jusqu'au bout mettre ses pas dans le sillage de Marx et d'Engels, sans dévier d'une ligne et sans permettre à quiconque de dévier d'une ligne).

Cédons immédiatement la place au proudhonisme et à ses dérivés.

Mais — question préjudicielle — peut-on parler de proudhonisme, comme on parle, à bon droit certes, de marxisme ? Proudhon, devenu l'anti-Marx (après que Marx, qui au début l'avait tant admiré au titre de pourfendeur de la propriété privée, fut devenu l'anti-Proudhon) fut toujours *incapable* de rassembler les grands thèmes épars de sa pensée en un document concentré et explosif tel que le *Manifeste communiste*. Sa pensée *bouillonnante* tâtonna, elle se chercha, elle s'exprima par *vagues* successives et proposa des fragments *mal reliés* d'idéologie et non pas une idéologie d'un seul tenant. Mais à sa façon, elle a marqué le siècle et le mouvement social du siècle. Idéalisme historique, mutuellisme économique, fédéralisme anarchique, tels sont ses trois thèmes fondamentaux.

Idéalisme historique — « L'esprit, qui est tout l'homme », écrit notre auteur. L'infrastructure n'est pas la matière. Marx se trompe. Ce sont les idées, qui existent en elles-mêmes et non comme reflets. Leur valeur est absolue. Les faits même économiques n'ont d'intérêt que par les idées qu'ils recouvrent. Et l'Idée-Mère, c'est la Justice, définie : le « respect spontanément éprouvé et réciproquement garanti de la dignité humaine, en quelque personne et dans quelque circonstance qu'elle se trouve compromise, et à quelque risque que nous expose sa défense ». Cette idée a évolué : son vêtement fut d'abord théologique, religieux (*Justice transcendante*), puis la religion est devenue inutile. La révolution française a « coupé le câble », la Justice selon la Révolution (*Justice immanente* en

(2) Je souligne encore deux composantes du marxisme indispensables à sa compréhension totale : le *praxis* sur le plan philosophique et la *plus-value* sur le plan économique. *Praxis* : « c'est dans la pratique que l'homme doit démontrer la vérité... de sa pensée ». *Plus-value* : la main-d'œuvre produisant plus de richesses qu'il ne lui en est restitué sous forme de salaires, l'entrepreneur « vole » l'ouvrier en lui extorquant un « sur-travail » non payé. (V. *Le Capital* V. 1).

l'homme) a donné congé à la Justice selon l'Eglise. Voilà la construction historique de l'idéalisme : il s'est dégagé, affranchi d'une gangue religieuse originelle et s'est épuré, perfectionné parallèlement à la nature perfectible et progressive de l'homme.

Mutuellisme économique. C'est l'ordre économique, l'organisation des forces économiques sous le régime du libre contrat et non de la loi. Un système d'échange de services remplace l'autorité imposée. Une Banque du Peuple assure le crédit gratuit. Aux vieux rapports de subordination se substituent des rapports de « commutation » entre groupes d'ouvriers de dimension moyenne. Car la force équilibrante de la justice ne peut jouer au delà d'une certaine dimension. Aussi, tout groupement trop grand, trop puissant ou qui a tendance à le devenir doit-il être morcelé. Ainsi l'esprit fédéraliste vient-il se marier avec l'esprit socialiste, et la terminologie finale de Proudhon, parlant non plus de mutuellisme mais de *fédération agricole-industrielle* ne doit pas nous surprendre. « Toutes mes idées économiques élaborées depuis vingt-cinq ans — écrit Proudhon en 1863 — peuvent se résumer en trois mots : fédération agricole-industrielle ». Entendons qu'un ensemble de pactes libres, *foedera*, fédérations, entre paysans d'une part, ouvriers et artisans de l'autre va remplacer la féodalité financière et industrielle et mettre fin à l'exploitation. Tel est le nouveau droit économique, contrefort indispensable du nouveau droit politique prôné en fin de compte par notre auteur.

Fédéralisme anarchique, voilà la formule de ce nouveau droit politique. Proudhon, « père de l'anarchie » pure et simple — « plus de gouvernement ; à la place du gouvernement, le contrat » — se replie à la réflexion sur le morcellement des grandes concentrations politiques ; il préconise un amenuisement maximum du rôle de l'Etat. Fédération « progressive » : c'est une approximation pratique de l'anarchie pure et simple, encore impraticable — à moins que ce ne soit la plus sûre façon de préparer les individus et les institutions à cette anarchie terminale, à la « pleine liberté » comme terminus de l'évolution progressive. Ce terminus utopique, Proudhon le partage en commun avec Marx. Mais quelle différence dans les cheminements !

Il faudrait avoir le loisir de montrer la marque de ce riche et confus proudhonisme, progressivement décanté, chez les *anarchistes* russes Bakou-

nine et Kropotkine, chez les *syndicalistes révolutionnaires* de la fin du dernier siècle et du début de celui-ci, un Pelloutier, un Georges Sorel. Le lien idéologique commun entre « les lignées » de Proudhon, c'est l'esprit d'hostilité à l'Etat centralisé comme au monisme marxiste, l'esprit pluraliste de balance, d'équilibre qui redoute les grandes concentrations économiques et politiques, tous les gigantismes, tous les « gros animaux » dévorateurs de l'individu, de la « sainte personnalité humaine », selon l'expression proudhonienne.

Pourtant une idéologie de « gros animal », rivale heureuse du proudhonisme comme du marxisme, progressait à pas de géant vers la fin du dernier siècle : elle portait l'étiquette de *Socialisme d'Etat*. Je puis d'autant moins la négliger dans mon inventaire hâtif qu'elle forme évidemment transition avec les idéologies nationalistes.

La puissance de l'Etat moderne vilipendée par les doctrinaires socialistes en tant que bourgeoise et complice du capitalisme, pourquoi ne serait-elle pas utilisée adroitement et continûment à l'amélioration de la condition prolétarienne ? Cette puissance est en vérité un prodigieux levier de transformation insensible, sans heurts ni violence, de la société capitaliste. Il fallait renverser la présomption individualiste selon laquelle l'Etat fait forcément mal tout ce qu'il accomplit en dehors de ses fonctions spécifiques. Hegel, encore lui, avait légué à la pensée politique une idée majestueuse de l'Etat « substance sociale consciente d'elle-même », de l'Etat directeur suprême du mouvement social, de la bureaucratie d'Etat organisatrice et réformatrice. Pourquoi l'Etat n'eût-il pas été plus apte que les particuliers à gérer les activités qui répondent à des besoins très généraux, depuis les chemins de fer jusqu'aux banques d'émission ? Pour modifier la répartition des richesses, l'Etat ne possédait-il pas une arme d'autant plus admirable qu'elle était invisible : l'impôt, la fiscalité ?

Est symbolique à cet égard l'évolution de l'Empire allemand sous Bismarck, avec sa législation sociale plus avancée que celle des démocraties libérales. En Angleterre même, le fameux couple socialiste, Sydney et Béatrice Webb, entendait vers la fin du siècle (*La Démocratie industrielle* date de 1897) mener le syndicalisme anglais vers un collectivisme bureaucratique où les industries seraient soumises au gouvernement autoritaire de l'Etat démocratique, de l'Etat chose du peuple. L'avenir,

professaient les Webb, était « aux grandes nations administratives gouvernées par des bureaux et où l'ordre est maintenu par des gendarmes ». Ainsi l'idée hégélienne de l'Etat éclipsait dans le pays même des plus vieilles traditions libérales l'idéal classique de l'Etat « évanescent ».

Je n'ai pas à retracer ici la réaction anti-bureaucratique qui devait avoir lieu vers 1906 dans le syndicalisme anglais ; il me suffit de marquer l'importance et la diffusion d'une idéologie sans éclat qui a peut-être inspiré sourdement, sournoisement, aux dépens du marxisme-léninisme authentique, la construction de la Russie stalinienne — y compris le nationalisme soviétique sous Staline.

Car, l'exemple de l'Allemagne l'avait déjà prouvé ; le Socialisme d'Etat, à l'époque de l'Etat-Nation, de l'Etat-Empire, vire aisément au nationalisme impérialiste. Il amène aisément un prolétariat national à tourner le dos à l'internationalisme marxiste.

Mais ce n'est là qu'un aspect entre mille du caractère dévorant que revêtent de nos jours les idéologies nationalistes, dont il me reste à vous résumer la physionomie au cours du dix-neuvième siècle — qui fut celui de leur apparition et de leur développement irrésistible.

*
**

Le *Nationalisme*, à la différence des mouvements historiques que nous venons d'étudier sous l'angle idéologique, est d'abord et avant tout de l'ordre affectif : c'est une passion, c'est exactement l'une de ces passions *politiques*, toutes neuves, intolérantes, exaltantes et dévastatrices que la Révolution française, en son ère jacobine, alluma sur le monde moderne, pour relayer en quelque sorte les passions religieuses éteintes ou amorties.

Mais la justification d'une passion en termes de raison, ou rationalisation, c'est précisément l'une des fonctions de l'idéologie. Rien de plus significatif à cet égard que l'aventure intellectuelle de l'Allemagne Fichte. Ce philosophe cosmopolite, épris des idées universalistes qui étaient celles de la Révolution française à son aurore, en 1789, devint l'auteur des *Discours à la Nation allemande*, l'une des bibles du nationalisme moderne. C'est qu'il avait été fouetté, transformé par l'écrasante défaite de sa patrie à Iéna. Alors, il répudia toutes les idées

françaises ; il rabaisse tout ce qui est français ; il exalte tout ce qui est allemand ; il reconnaît aux Allemands seuls les vertus qui font vivre l'humanité ; et il fortifie des meilleures raisons une thèse visiblement dictée par les exigences d'une affectivité blessée. Les Allemands, démontre Fichte, possédaient un « caractère fondamental » qui les plaçait irréductiblement à part. Il les rendait aptes à recevoir, à l'exclusion des autres peuples européens, l'éducation nouvelle, active et vivante propre à les recréer en tant que peuple. Ce caractère résultait de leur langue : langue vraiment originelle, authentique, autochtone, jaillie du terroir germanique même et restée vivante, seule vivante au milieu des langues néo-latines, tout artificielles, adoptées par les autres peuples d'origine germanique — tels les Français. De ce relèvement allemand grâce à la nouvelle éducation, l'humanité tout entière était solidaire. Car c'est au sein du peuple allemand qu'était le « mieux conservé le germe de perfectibilité du genre humain ».

Nantie par Fichte de son support *spirituel*, l'idéologie nationaliste a reçu d'un autre grand Allemand, Frédéric List, son support *économique*. List, qui publie en 1841 son *Système national d'économie politique*, alors que l'économie politique passait pour internationale par essence et que le libre-échange international était, pour le plus grand profit des produits manufacturés anglais, un dogme indiscuté, List proclame ce qui suit : entre l'homme individuel et l'humanité dans son ensemble, l'histoire a mis les nations. Toute nation qui en a les moyens a le devoir de tendre à son complet développement économique, c'est-à-dire de devenir à la fois agricole, industrielle, commerçante — bien loin de se spécialiser sous couleur de division du travail internationale. Ce n'est qu'ainsi qu'elle pourra assurer vraiment son indépendance et sa puissance.

Telle est la condition *sine qua non* pour elle de nourrir une grande population, de posséder une marine, de fonder des colonies qui soutiendront son commerce extérieur. Toutefois la nation doit avoir les moyens de telles ambitions, à savoir l'étendue du territoire, les ressources naturelles en abondance, le climat tempéré propice à l'industrie. Toutes les nations ne les ont pas. L'Allemagne les a.

A travers cette prédication saisissante de List, appelée à une efficacité historique impressionnante, nous percevons déjà comment une idéologie *nationaliste* est prête à s'élargir en idéologie *impéria-*

liste, au sens courant et non marxiste-léniniste du mot, et nous tenons là l'une des clefs idéologiques de l'histoire de la seconde moitié du dernier siècle.

Au cours de cette seconde moitié, et spécialement après 1870, dans ce climat d'hostilité franco-allemande qui a singulièrement influencé le mouvement des idées dans les deux pays, on a vu poindre deux variantes du nationalisme douées d'une particulière virulence. C'est l'idéologie *maurassienne* et c'est l'idéologie *raciste* : d'ailleurs parfaitement distinctes en leurs fondements et leurs implications, mais qui devaient conjuguer leurs effets dans l'Europe désaxée d'après la Première Guerre Mondiale.

J'ai signalé précédemment la naissance, à la fin du dix-huitième siècle, en pleine Révolution, d'une idéologie *contre-révolutionnaire* (ou *traditionnaliste*), dressée contre l'esprit novateur, iconoclaste, agressivement rationaliste des Lumières. Ses penseurs étaient Burke, J. de Maistre, L. de Bonald. Elle reçut plus tard le renfort inattendu d'Auguste Comte, fondateur du positivisme, héritier des Lumières dans une forte mesure — notamment par Condorcet — mais qui faisait le procès de l'individualisme révolutionnaire, prétendait liquider le libéralisme sous toutes ses formes, et restaurer le principe de hiérarchie et d'autorité dans une société libérée des dogmes théologiques et des illusions métaphysiques. Après la défaite de 1870, l'idéologie contre-révolutionnaire reçut un nouveau renfort, celui de Renan (au moins provisoirement) et de Taine, les deux maîtres à penser de la génération française qui avait trente ans vers 1900, celle de Maurice Barrès et de Charles Maurras. La défaite de 1870, Renan et Taine voulurent l'interpréter comme une conséquence des idées révolutionnaires incarnées par la France et fatales à la France. Par ailleurs, on savait depuis Fichte que la défaite, l'humiliation nationale sont des ferments de nationalisme.

L'originalité idéologique de Maurras, qui lançait en 1900 *l'Enquête sur la Monarchie*, fut précisément de marier l'idéologie contre-révolutionnaire, renforcée par Comte (dont Maurras était très marqué), par Renan et Taine, à un *néo-nationalisme* français où Barrès fournissait l'apport plutôt sentimental du régionalisme, de « la Terre et les Morts ». Toutes les questions devaient être examinées sous le rapport *exclusif* de l'intérêt national, qui avait le pas sur la justice, la vérité, l'humanité, ces abstractions périmées léguées par les Lumières

(et invoquées par les dreyfusards... car, en ces années 1898-1900, l'Affaire Dreyfus est le « test » dramatique des idéologies françaises, fouettées par le souvenir amer de 1870!). Or ce nationalisme *intégral* impliquait restauration de la monarchie traditionnelle, celle des « quarante rois qui ont fait la France », monarchie autoritaire, anti-parlementaire, répudiant tout le formulaire démo-libéral des révolutions anglaises, américaine, françaises, et du « stupide » dix-neuvième siècle. Voilà le mariage, la conjonction : contre-révolution-nationalisme !

Il y avait une autre conjonction possible, et sans doute nécessaire sur le plan de l'efficacité politique : la conjonction de cette idéologie nationaliste avec le socialisme, avec telle ou telle idéologie socialiste, au choix (socialisme d'Etat ou syndicalisme, par exemple). Celle-là, Maurras, par suite d'une incompréhension radicale des forces profondes que traduisait le mouvement socialiste, la manqua. Son ami Barrès en avait eu dès 1898 (programme de Nancy) l'intuition. Mais sa réalisation au moins apparente, et à des fins de propagande sous le nom de national-socialisme, était réservée à Adolf Hitler, le frénétique héritier et metteur en œuvre de l'idéologie *raciste* (que Maurras a toujours répudiée avec hauteur).

Bien curieuse fut la genèse entre 1855 et 1900 de cette forme virulente et féroce du nationalisme moderne. Deux Français et un Anglais en ont fourni les matériaux de base.

Le premier Français est le fameux Comte de Gobineau, dont *l'Essai sur l'inégalité des races humaines* parut de 1853 à 1855, et dont voici la thèse : les races sont inégales en force et en beauté ainsi qu'en intelligence. Ces différences ethniques sont permanentes. Le type racial supérieur est le type blanc et, dans ce type, la famille ariane (n'oublions pas, pour comprendre cette thèse, que les savants indianistes venaient d'attirer l'attention du public cultivé sur les langues indo-européennes ou ariennes ou aryennes, et que la fantaisie et la passion anti-égalitaire de Gobineau, ce féodal en révolte contre son temps démocratique, brodaient là-dessus). Chez les ariens, la supériorité appartient au rameau germain qui, à la différence des rameaux celte et slave, est resté longtemps pur de tout métissage. Or, il n'est qu'un vrai péché originel de l'humanité, cause fondamentale de l'évidente dégénérescence de celle-ci, c'est précisément le métissage, le mélange des sangs, du sang supérieur avec

le sang inférieur. Le rameau germain lui-même, malheureusement, se dégrade à son tour. Les Allemands d'aujourd'hui (1855) sont « bien peu germaniques ». L'humanité va donc d'un mouvement irréversible à la dégradation croissante et à la mort. Telle est cette sombre philosophie de l'histoire, d'un pessimisme total. Mais voyons bien que l'auteur se posait en savant non en poète tragique ni en fondateur d'une mythologie de la *Race* ; il entendait fixer les bases d'un racisme « scientifique », de même que Marx avait entendu fonder un socialisme « scientifique » et non une mythologie de la *Classe* — en attendant que Maurras prétendit fonder un royalisme également « scientifique ». Nous reconnaissons dans tout cela ce pli idéologique du dix-neuvième siècle qui porte le nom de *scientisme*. Notons la date, 1859, du livre mémorable de Darwin, sur *L'Origine des espèces*, qui impressionna si fortement la pensée philosophique et même politique. La mode était à la science, défigurée à toutes fins utiles en scientisme.

Mais, pour en revenir au racisme, la thèse désespérée de Gobineau excluait *a priori* son utilisation par un nationalisme quelconque, même germanique. Cependant *l'Essai...*, à peu près ignoré en France connu en Allemagne une diffusion extraordinaire. Et puis, un second Français commençait le redressement de la thèse originelle. Il s'appelait Vacher de Lapouge ; il avait inventé l'anthroposociologie ; il écrivit en 1899 *l'Aryen et son rôle social*. Il professait que par des procédés de sélection, tels qu'on en appliquait à la plante et à l'animal, l'espèce humaine pouvait être sauvée de la dégénérescence due au métissage. Il prônait à cet effet l'utilisation des réserves qui subsistaient en Europe d'hommes au sang resté pur, d'Aryens authentiques, de grands dolichocéphales blonds. Il s'écriait que la clef du salut était « jetée dans le champ clos » et demandait : « qui saura s'en emparer, s'en servir ».

Quant à l'Anglais, il s'appelait Houston Stewart Chamberlain ; il devait se faire naturaliser Allemand et épouser la fille de Richard Wagner. Il écrivit en 1899 les *Assises du dix-neuvième siècle*. Il retournait, lui, en optimisme réconfortant le pessimisme sombre de Gobineau. Il professait que les caractères physiques n'étaient pas tout (la blondeur, les yeux bleus, la forme du crâne) mais que l'essentiel était de « posséder sa race en sa propre conscience ». De plus, il assignait à l'État, expression juridique de la Nation, un rôle décisif, celui de « créer les conditions nécessaires à la vie des races », sous-entendu supérieures.

L'Histoire aime les rencontres symboliques. Un jour des années 1920, le vieux H.S. Chamberlain a fait connaissance chez Siegfried Wagner, son beau-frère, d'un jeune agitateur obscur nommé Adolf Hitler.

Hitlérisme ou national-socialisme, Fascisme italien d'ailleurs antérieur et salué avec enthousiasme par Maurras qui reconnaissait son idéologie mise en œuvre pour l'essentiel, ce furent là les deux formes les plus agressives de l'idéologie nationaliste la plus typique de l'Europe occidentale en notre siècle : je veux dire l'idéologie de la *Révolution nationale*. Le terme fut forgé par Mussolini, comme celui de Démon-libéralisme que j'ai utilisé. Je n'ai pas à démontrer les mécanismes de la Révolution nationale, produit spécifique du vingtième siècle, conjuguant l'horreur du socialisme marxiste avec celle du démon-libéralisme, mais se voulant anti-capitaliste et appuyée sur les masses, à la différence des droites conservatrices classiques. Mon rôle était seulement, et j'espère l'avoir rempli tant bien que mal, de faire voir comment les composantes de cette idéologie là, aussi, s'étaient rassemblées au cours de ce dix-neuvième siècle si riche, de faire prévoir les conjonctions inattendues qui, préparées alors, se sont réalisées dans le siècle où nous sommes.

